

Nantes. Pour Force Ouvrière, les salaires en panne sèche

Publié le 27/09/2022 à 20h31

300 militants ont participé ce lundi 27 septembre, à Nantes, à l'assemblée de rentrée de l'union départementale de Force Ouvrière. Michel Le Roc'h, secrétaire de l'Union départementale, fait le point sur les préoccupations du syndicat.



300 militants ont participé à l'assemblée de rentrée de l'union départementale Force Ouvrière, ce lundi 27 septembre. Ils ont réaffirmé les revendications de la mobilisation du 5 octobre à laquelle appellent FO, la FSU, la CGT, Solidaires et l'Unef. | DR

Michel Le Roc'h, secrétaire de l'Union départementale de FO, fait le point sur les préoccupations du syndicat, qui a tenu sa réunion de rentrée lundi 27 septembre.

Quelles sont les préoccupations de Force Ouvrière à cette rentrée ?

Ce qui ressort, chez les militants, c'est la question des salaires. Dans le privé comme dans la Fonction publique, c'est la panne sèche. Dans le public, à part quelques mesures pour les hospitaliers et les fonctionnaires de catégorie C, ça fait dix ans que le point d'indice est bloqué. Dans le privé, dans quarante-cinq branches, le coefficient de salaire est inférieur au **Smic**. Et les patrons traînent des pieds pour réévaluer les plus bas. Autre préoccupation : l'assurance-chômage. Un peu plus d'un million de chômeurs va voir leur allocation baisser en moyenne de 17 %. [En Loire-Atlantique](#), c'est le cas

pour 23 600 d'entre eux. Même ceux qui ne touchent pas grand-chose vont passer de 885 € à 662 € net en moyenne. Avec d'autres confédérations, on a déposé un recours en référé devant le Conseil d'État pour annuler ces mesures.

Et il y a bien sûr, [la réforme des retraites](#). Elle ne viendra peut-être pas avant les élections présidentielles, mais on sait que l'objectif, c'est de s'en prendre rapidement aux régimes spéciaux et de reculer l'âge de départ à la retraite.

En Loire-Atlantique, quelles priorités ?

Cordemais, [Le gouvernement a décidé, avec la direction d'EDF, de fermer la centrale](#) soit en 2024, soit en 2026. On pense qu'il faudrait le temps de trouver une alternative. La biomasse, on n'était pas trop chaud. Mais il y a d'autres solutions comme la production d'électricité avec des cycles combinés à l'hydrogène, qui permettrait de maintenir l'emploi et l'industrie électrique. On a alerté l'ensemble des élus locaux. Et je serai reçu avec les collègues de Cordemais et notre confédération au ministère de la Transition écologique le 6 octobre, pour faire valoir ce projet. C'est notre gros dossier industriel, avec l'aéronautique, qui reste fragile. De 6 000 salariés, [Airbus](#) et sous-traitants, sur le site, avant la crise du Covid, on est passé à 3 000. Même s'il n'y a pas eu, à Airbus, de licenciements contraints, il y a quand même dans la sous-traitance des situations difficiles. On est très attentif à ce que dans l'aéronautique, les choses repartent, y compris en termes d'emplois.

Avec la FSU, la CGT, Solidaires et l'Unef, vous appelez à une manifestation le 5 octobre...

Oui, c'est une mobilisation pour les emplois, les salaires, les pensions et les conditions de travail et d'études. Il y a aussi la question du passe sanitaire. On demande la levée des suspensions de salaire et des sanctions.



Michel Le Roc'h, secrétaire de l'Union départementale de FO. | ARCHIVES OUEST-FRANCE